



DECLARATION CDEN du 14/11/2011

Les élections professionnelles viennent de rendre leur verdict. Malgré la forte baisse du taux de participation dont le Ministère est en grande partie responsable en choisissant le vote électronique de façon unilatérale et autoritaire, les fonctionnaires ont choisi de confirmer la FSU, comme première organisation de la Fonction publique d'État !

Dans l'Éducation Nationale les personnels ont plébiscité la FSU loin devant la seconde organisation. Il faut y voir la reconnaissance d'un syndicalisme unitaire, offensif et porte-parole des personnels et le rejet de la politique ministérielle actuelle tant pour les choix budgétaires que pour les mesures et réformes éducatives en cours.

Légitimés par les résultats de ces élections, les délégués FSU, exigent un « vrai » dialogue social afin que leurs propositions pour une école qui permette la réussite de tous, soient réellement entendues et prises en compte.

Notre fédération fait le constat amer des répercussions de la politique menée au plan national depuis trop longtemps. Les dizaines de milliers de suppressions de postes qui se succèdent année après année se traduisent par une dégradation accrue de l'offre d'enseignement que l'État met à disposition de sa Nation.

Le bilan de la rentrée 2011 dans le premier et second degré public confirme malheureusement les analyses que nous avons déjà présentées dans cette instance à propos de la politique éducative néfaste de ce gouvernement quoiqu'en pense notre très médiatique ministre.

Non, M le Préfet, non M L'Inspecteur d'Académie, vous ne pourrez pas dire que la rentrée 2011 soit réussie.

Dans les Landes : c'est la poursuite d'une politique de dégradation de notre système éducatif déclinée au niveau local.

Les effectifs qui essuient un boom démographique sans précédent, associés au déficit de moyens pénalisent doublement les élèves landais de la maternelle au lycée.

Dans le premier degré notre P/E poursuit sa chute alors que nous occupons le peloton de queue des départements du territoire. Cela se caractérise par :

- la quasi disparition de l'accueil des moins de 3 ans (avec un taux 5,88%, le département des Landes est l'un des plus mal lotis) ;
- des RASED sacrifiés avec la suppression de 4 postes et une formation ASH freinée ;
- une formation continue inexistante qui se résume à des propositions institutionnelles au détriment de la pédagogie, cœur de notre métier ;
- une situation du remplacement inquiétante. Effectivement, dès septembre de trop nombreuses classes se sont retrouvées sans maître faute de remplaçants. Qu'en sera-t-il cet hiver ?

A cela s'ajoute la surcharge de travail dont sont victimes nos collègues directeurs et directrices d'écoles alors qu'ils doivent, pour une grande partie d'entre eux, se passer d'aide administrative avec la perte d'EVS dans certaines écoles.

Dans le second degré :

C'est 944 élèves que nous avons en plus dans nos établissements landais. Pour une augmentation des effectifs de 3,62% la DGH, elle, n'a augmenté que de 2,3%. C'est presque 500 heures soit 27 ETP qui manquent pour accompagner l'augmentation des effectifs dans un contexte déjà amputé de moyens d'année en année. Nous constatons que le nombre d'enseignants dans les collèges et lycées landais ne suit pas la progression des effectifs élèves qui, eux, subissent la triple sanction des restrictions budgétaires, des augmentations d'effectifs et des réformes.

En témoignent les trop faibles moyens mis par l'Education Nationale pour l'ouverture du nouveau collège de St Paul/Dax.

Dans un contexte plus général, les difficultés d'exercice du métier se sont aggravées. L'évolution du métier devient préoccupante : Des profs non formés ou formés dans d'autres disciplines se retrouvent devant des classes. Le rôle « d'évaluateur » est confisqué par les réformes qui enferment le professeur dans des cadres étroits. La hiérarchie impose une évaluation par « coche de cases » (on pense à l'évaluation par compétences, au B2i, au niveau A2,B2,...).

Des sollicitations incessantes pour mettre en place, dans des conditions très insatisfaisantes, une foule de petits dispositifs annexes (accompagnement éducatif, tutorat, aide personnalisée, ATP, cellules de veille....) qui éparpillent l'action des enseignants dont nous remettons en cause l'efficacité pédagogique. Ces dispositifs illusoires présentent aux parents et à la société une image d'une Education Nationale qui se bat et fait son possible pour la réussite de tous les élèves. En parallèle, nous constatons que l'échec de l'élève n'est pas pris en charge et que la solution du non-redoublement ne bénéficie d'aucun accompagnement sérieux.

Pour l'Enseignement Professionnel, la montée en puissance des bacs professionnels en 3 ans, la non mise en place des CAP (et des BTS ?) pourtant nécessaires dans nos LP, les mauvaises (réelles) affectations des élèves avec le logiciel AFELNET, font que l'enseignement professionnel sous statut scolaire est en danger. La politique de l'Education Nationale pour l'Enseignement professionnel, en détruisant la formation initiale de tout un pan des métiers, porte atteinte à l'équilibre des emplois en France.

Les annonces budgétaires pour 2012 ne nous rassurent pas et vont malheureusement dans la continuité des politiques éducatives de ces dernières années que nous n'avons eu cesse de dénoncer.

La doctrine du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite s'accroît. Dans le premier degré, on arrive même au non remplacement de 2 enseignants sur 3 partant à la retraite.

La situation de notre école publique, laïque et républicaine va encore se dégrader d'autant plus que les leviers d'efficience vont commencer à manquer sauf si le ministre compte encore sur la réforme du lycée et la fin de celle des baccalauréats professionnels en 3 ans.

La FSU oppose à ces politiques désastreuses une toute autre ambition pour l'Ecole de la nation et l'avenir de notre jeunesse comme peuvent témoigner les nombreux citoyens présents lors du grand débat que nous avons organisé le 7 octobre à Mont de Marsan. Nous proposons :

- la construction d'une culture commune de la maternelle à la terminale ;
- des équipes pluri-professionnelles complètes ;
- de varier les situations pédagogiques, permettre de travailler en petits groupes avec plus de maître que de classe dans les écoles ;
- une vraie formation professionnelle initiale de haut niveau articulée à la recherche avec une entrée en alternance dans le métier et augmenter la formation continue sur le temps de service ;
- augmenter le temps de concertation sur le temps de service ;
- démocratiser le lycée en rendant attractive chacune des voies et en développant des passerelles
- défendre le droit de tous à une éducation scolaire complète et de qualité ;

Nous, FSU, exigeons que l'Ecole redevienne une priorité nationale et qu'en conséquence nos responsables politiques procèdent à une nouvelle étape de démocratisation du système éducatif, à d'autres choix budgétaires et à une politique éducative de nouveau ambitieuse pour l'avenir de nos jeunes, pour l'avenir de notre nation.